

Pour les capitalistes, rien ne vaut une bonne crise !

Fermetures d'usines et suppressions d'emplois programmées à Renault et dans la sous-traitance, fermetures d'enseignes dans la grande distribution et le commerce de détail, menaces sur la presse et la culture, restructurations dans l'aéronautique, rentabilisation par la généralisation d'un télétravail flexibilisé, baisses de salaires programmées, augmentation du temps de travail... Pour le patronat, la crise est toujours un moment propice pour imposer des régressions, ce qu'il parvient moins à faire en temps normal. Et pour ceux et celles qui gouvernent, c'est l'occasion de faire passer des politiques anti-sociales.

-> Forte récession à venir... mais dividendes en forme !

Le recul du PIB de 11,2% depuis le début de la crise est la conséquence de l'arrêt d'une partie de la production de biens et services et d'une forte baisse de la consommation.

La récession s'installe. Elle se traduit déjà par de nombreux licenciements et un taux de chômage élevé (+ 7% en France en mars, + 13% de la population active en Allemagne, +14,7% aux Etats Unis, son niveau le plus haut depuis juin 1940...), tandis que la distribution de dividendes aux actionnaires ne semble pas faiblir ! Les grandes entreprises annoncent ou laissent fuiter les unes après les autres des plans de licenciements massifs et les PME risquent d'être durement touchées. Aussi, même si le dispositif d'activité partielle est censé amortir le choc jusqu'en décembre 2020 et que les très petites entreprises ont vu leurs cotisations patronales annulées sur la période de mars à mai 2020, on peut s'attendre selon l'agence de notation Fitch à 1,4 millions de chômeurs-euses en plus en France en 2020. C'est une véritable hécatombe pour les contrats courts et l'intérim et de nombreuses périodes d'essai ont été rompues illégalement pour cause de coronavirus.

En France, les mesures de prise en charge du chômage partiel et les différentes aides aux entreprises représentent 110 milliards auxquels s'ajoute la garantie pour les prêts bancaires de 300 milliards. Mais cela se fait en creusant le déficit public, obligeant l'Etat à em-



prunter près de 90 milliards d'euros alors que les recettes fiscales et les cotisations sociales sont en forte diminution. La dette de l'Etat pourrait ainsi avoisiner 120 % du PIB en 2020. De son côté, l'UNEDIC pourrait voir sa facture s'alourdir de 3 milliards d'euros sur la seule période mars à mai.

-> Qui va payer la note ?

Une fois l'épidémie passée, les gouvernants vont rappeler que les déficits et le trop haut niveau de dette sont insoutenables, les "obligeant" à procéder à de nouvelles coupes sociales et à des destructions de services publics, rendant toujours plus précaires les amortisseurs sociaux dans cette crise ou celles qui suivront. La crise économique fait pourtant suite à un arrêt de l'économie parce que le service public de santé a vu des coupes budgétaires et une réduction des moyens l'empêchant de prendre en charge l'afflux des malades du covid 19 !



Les remises en cause de congés, de RTT, les allongements du temps de travail, le sacrifice du 13ème mois dans certaines boîtes, sont les prémisses de mesures d'austérité et de recul des droits. La volonté de retrouver le monde d'avant par ceux et celles qui font partie de la classe qui profite du système capitaliste restera sans faille. Le patronat fait campagne pour que soient levées voire supprimées les réglementations environnementales ou soient différés les engagements pris sur la baisse des émissions polluantes.

Par ailleurs, la réforme des retraites, contestée avant l'épidémie par des millions de personnes dans les rues et dans la grève, n'est pas ajournée mais suspendue, au mieux on peut s'attendre à ce qu'elle soit reportée. Et la réforme de l'assurance chômage continue à être appliquée même si c'est partiellement alors que tout montre qu'elle doit être abrogée pour empêcher une régression trop forte des droits. Au niveau européen, les conditions d'attributions d'aides demeurent en partie liées à la mise en place de mesures d'austérité.

Des grandes entreprises continuent à distribuer leurs dividendes, et les entreprises du numérique et de la logistique sont déjà les grandes gagnantes de la période de confinement.

C'est le monde d'avant mais pas tout à fait. Le patronat avec ce gouvernement veulent tirer profit des nouvelles formes d'organisation du travail testées à l'occasion de la crise sanitaire, déréglementer encore plus le temps de travail, baisser les salaires :

- Allonger le temps de travail par les accords de performance collective contre la promesse souvent illusoire de maintenir l'emploi (ou comme chez Derichebourg Aéronautics réduire le nombre des licenciements).

- Réduire les salaires par ces mêmes accords comme au journal l'Equipe.

- Supprimer le 13ème mois chez Ryan Air,

Et intensifier le travail à distance en dehors des règles du code du travail, faciliter les contrôles via les moyens de communication, supprimer partout des emplois, faire de nouveaux gains de productivité sur le dos de ceux et celles qui travaillent ou qui se trouveront de ce fait sans emploi.

-> Défendre les emplois, défendre les salaires et les revenus

Tout le monde n'est pas dans le même bateau : à Renault, l'Etat paie, les patrons suppriment des emplois et ferment des usines, les actionnaires empochent, les salarié-es de l'entreprise ou de la sous-traitance,

les intérimaires trinquent, les villes se vident de leurs emplois... Les milliers de manifestant-es de Maubeuge l'ont bien compris, c'est dans la rue, salarié-es, habitant-es, tous et toutes ensemble qu'il est nécessaire d'agir.

Il en est de même sur les salaires et les revenus : nous sommes toujours dans une société de richesse, il ne doit pas y avoir de perte pour les plus faibles. Au contraire, ceux et celles dont tout le monde a vanté la contribution majeure dans cette période doivent être dorénavant rémunéré-es comme il se doit.

Le 16 juin, les personnels de la santé ont décidé de se mobiliser et appellent largement la population. Solidaires sera dans la rue avec tous ceux et celles qui décideront de faire de ce jour un moment commun de mobilisation pour exiger des moyens face la crise.

-> Solidaires revendique

- Le partage du temps de travail et la semaine à 32h sans perte de salaire et compensés par du recrutement équivalent au temps partagé.

- Une autre répartition des richesses : SMIC à 1700 euros net, la revalorisation du point d'indice et des points d'indices supplémentaires... des services publics étendus et renforcés dans leurs moyens matériels et humains.

- Une indemnisation de toutes les formes de chômage y compris pour les jeunes, et au dessus du seuil de pauvreté.

- Une taxe internationale sur les transactions financières.

- La remise en cause de la politique fiscale actuelle pour accroître les recettes budgétaires : donner les moyens humains et matériels de lutter contre la fraude fiscale, taxer plus le capital que le travail, rétablir et élargir l'ISF, une meilleure progressivité de l'impôt sur les revenus, la fin des niches fiscales et sociales sans réelle utilité sociale ou écologique.

- Un audit citoyen et permanent des dettes publiques qui permettra de cibler les dettes illégitimes (dette liée à des politiques contraires aux intérêts communs).

Face à un gouvernement qui profitera du contexte pour imposer des choix antisociaux, il faut imposer d'autres choix de société, en re-construisant un modèle égalitaire qui soit réellement au service des besoins humains, de l'écologie par le choix d'une nouvelle répartition des richesses.